



La Boite Noire du Commerce de l'Huile de Palme

Ou comment l'émergence du géant de l'agrobusiness Olam parmi les acteurs majeurs du commerce de l'huile de palme menace l'avenir des forêts d'Asie du Sud-Est et du Gabon

Rédigé par Mighty et Brainforest
Décembre 2016



Le secteur de l'huile de palme traîne depuis longtemps une triste réputation, avec derrière soi la destruction en Asie du Sud-Est de vastes territoires de forêts tropicales, anéantissant ainsi l'habitat de la faune sauvage dont les orangs-outans, les gibbons, les tigres de Sumatra gravement menacés, et l'appropriation des terres des communautés indigènes. Pour la seule année 2015, plus de deux millions d'hectares de forêts et de tourbières indonésiennes sont partis en fumée ; la majeure partie a fait l'objet d'incendies de défrichement laissant la place à des plantations destinées aux industries de l'huile de palme et du papier. Ces feux de forêt ont relâché dans l'atmosphère des volumes très importants de brume toxique (appelée « haze » dans la région). On estime que pour 2015, ces incendies ont coûté la vie à près de 100 000 personnes dans toute la zone, y compris à de nombreux habitants de Singapour, le centre d'affaires de cette région du monde. De façon préoccupante, les magnats de l'huile de palme tentent depuis peu d'appliquer ce modèle de développement de plantations aux forêts tropicales d'Afrique. Ce rapport révèle comment une de ces entreprises, le géant de l'agrobusiness Olam, basé à Singapour, a pris part à la crise écologique qui affecte ces deux régions du monde.

Au Gabon, L'ONG Brainforest, partenaire de Mighty, a mandaté des enquêteurs infiltrés qui ont filmé comment Olam détruit des forêts tropicales au bulldozer afin d'y implanter des monocultures de palmiers à huile.

En Asie, Olam a mis en place un marché secret où des entreprises sans scrupules peuvent compromettre les politiques en matière de conservation de l'environnement et de droits humains adoptées par la majorité des grands acteurs du secteur de l'huile de palme. Ceci rend plus difficile la prévention d'une nouvelle crise de « haze ».

Ironie du sort, Olam est détenue majoritairement par les citoyens de Singapour par le biais de leur fonds souverain, Temasek. À ce titre, ils participent à leur insu à la déforestation et mettent en péril la qualité de l'air qu'ils respirent. Grâce à la téléobservation, aux enquêtes de terrain et à l'analyse des chaînes d'approvisionnement, ce rapport rend compte de l'ampleur de l'impact des activités d'Olam sur les deux continents. Il met également en lumière les avantages tangibles que les clients d'Olam, les investisseurs et le grand public pourraient retirer en exigeant qu'Olam change ses pratiques et se conforme aux normes du secteur en matière de durabilité et de responsabilité sociale.

Le Boite Noire d'Olam

Olam jouait autrefois un rôle secondaire dans le secteur de l'huile de palme. Mais de 2011 à 2015, son volume commercial a été multiplié par vingt – passant de 71 000 à 1,53 millions de tonnes d'huile de palme. Olam commercialise ou gère aujourd'hui près de 2,5 % de l'huile de palme mondiale. S'il ne s'agit pas de la plus grande société productrice au monde, c'est probablement la plus importante société de négoce qui doit encore adopter une politique ferme en matière de conservation des forêts et de respect des droits humains. Cette politique est aujourd'hui devenue la norme pour ce secteur ; les principales sociétés d'huile de palme qui contrôlent la majorité des échanges mondiaux en la matière, dont Wilmar International et Golden Agri-Resources, y ont adhéré.

Étant donné que la quasi-totalité de

l'huile de palme d'Olam provient de fournisseurs tiers dont l'identité est inconnue, il existe de bonnes raisons de s'inquiéter qu'une grande part de ses échanges commerciaux constitue un débouché pour des fournisseurs sans scrupules se livrant à la déforestation.

En effet, en 2015, moins de 1 % de l'huile de palme commercialisée par Olam provenait de ses propres plantations, et plus de 99 % de fournisseurs tiers. Or Olam s'abstient de divulguer le nom de ses fournisseurs. Cela signifie que la quasi-totalité de l'huile de palme commercialisée ensuite à des clients du monde entier provient de sources anonymes. Parce qu'Olam dissimule la liste de ses fournisseurs, il est impossible de savoir si ces derniers détruisent des forêts tropicales protégées, drainent et plantent sur des tourbières, ou portent

atteinte aux droits des communautés autochtones.

À titre de comparaison, les homologues d'Olam comme Wilmar, Musim Mas et Golden Agri Resources, non seulement publient les noms de leurs fournisseurs d'huile de palme mais localisent tous les moulins. Cette transparence permet à des observateurs indépendants de contrôler les fournisseurs et de vérifier s'ils respectent les normes du secteur en matière de protection de la forêt et des droits humains. Dans le cas contraire, chaque entreprise possède un mécanisme de réclamation transparent à travers lequel la société civile peut adresser des plaintes pour violation par l'entreprise ou ses fournisseurs. Ces entreprises publient alors régulièrement des rapports pour faire état du traitement de ces plaintes.

La Triste Époque de l'Asie se Répète Maintenant au Gabon

L'expansion du secteur de l'huile de palme ait été préjudiciable pour la nature et la santé humaine, jusqu'à présent, cette destruction était surtout circonscrite à la Malaisie et à l'Indonésie, avec des poches bien plus petites en Colombie, au Nigéria, en Thaïlande, et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Bien des magnats de l'huile de palme ont sondé les confins du bassin du Congo et l'ont envisagé comme une nouvelle région pionnière pour ce secteur. Mais jusqu'à récemment, la résistance des communautés, la volatilité des prix et les conditions loin d'être idéales ont freiné leurs ambitions. Ceci a contribué à protéger les chimpanzés, les gorilles, les bonobos, et les éléphants de forêt qui vivent sur ces territoires, mais également à préserver les moyens de subsistance des communautés africaines autochtones. Mais Olam – et à travers elle, Temasek

et les citoyens de Singapour – s'apprête à implanter en Afrique un modèle de développement agricole qui a contribué à la destruction de vastes territoires naturels en Asie du Sud-Est.

Le Gabon est désormais dans le viseur. Or ce pays est une véritable arche de Noé pour la biodiversité. Les forêts recouvrent plus de 80 % de son territoire et certaines d'entre elles ont plus de deux millions d'années. Ces forêts accueillent près de 700 sortes d'oiseaux exotiques, 320 espèces d'orchidées et abritent un nombre impressionnant d'animaux emblématiques de la faune africaine comme les gorilles, les chimpanzés, les éléphants de forêt et les mandrills. Les parcs nationaux du Gabon sont nombreux et exceptionnels. Ils pourraient attirer des milliers de touristes et générer des revenus

substantiels pour le pays. Mais Olam s'apprête à ternir cette réputation de paradis pour la faune et la flore.

Depuis 2010, Olam a formé deux joint-ventures avec le gouvernement de la République du Gabon pour y développer son commerce d'huile de palme. Ses plantations se vantent de devenir bientôt la plus grande opération en Afrique dans le secteur de l'huile de palme. Grâce à sa première joint-venture, Olam a reçu 300 000 hectares de concessions dans les régions de Kango et Mouila. (Ce territoire couvre une surface quatre fois plus vaste que celle de Singapour, où se trouve le siège social d'Olam.) Grâce à cet accord, l'entreprise a également bénéficié de concessions de plantations d'hévéas, d'opérations d'exploitation forestière, de droits de pêche, d'une exonération de l'impôt sur le revenu pour



Déforestation dans un Échantillonnage des Concessions Olam au Gabon, de 2012 au Présent



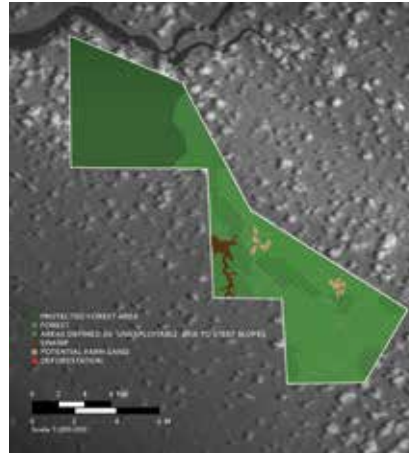
Ci-dessus: Emplacement des concessions d'huile de palme d'Olam au Gabon (en rouge), ainsi que d'autres concessions d'exploitation minière et forestière (boîtes oranges et lignes noires).

À droite: Grâce à une analyse experte d'images satellites, notre équipe de chercheurs ont découvert que depuis mars 2012, Olam a défriché environ 20 000 ha de forêts pour ses concessions de palmiers à huile d'Olam au Gabon. Cette estimation représente le double du seuil de 10 000 ha du Forest Stewardship Council (FSC) pour une conversion forestière « inacceptable ».

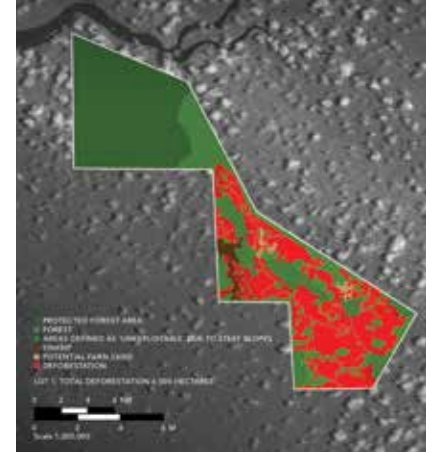
Légende

- Forêt protégée ou à haute valeur de conservation (HVC)
- Forêt
- Zone de HVC désignées pour une plantation
- Zones désignées comme "inutilisables" en raison de pentes escarpées
- Marécage
- Terres agricoles potentielles
- Zone de plantation dans une zone de savane
- Rivières avec des zones tampon
- Déforestation

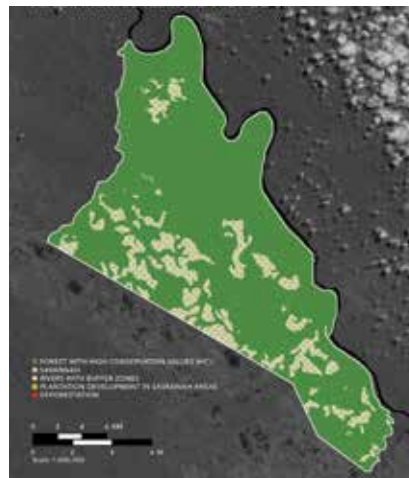
Lot 8 Avant



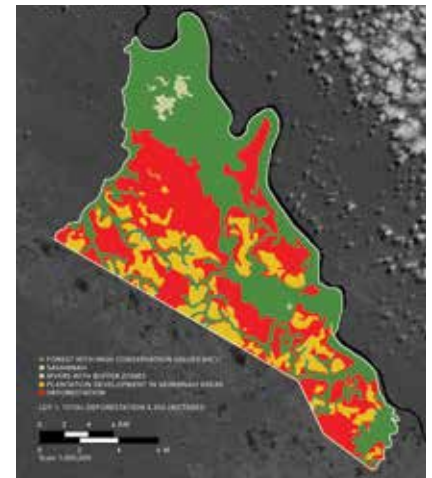
Lot 8 Après



Lot 1 Avant



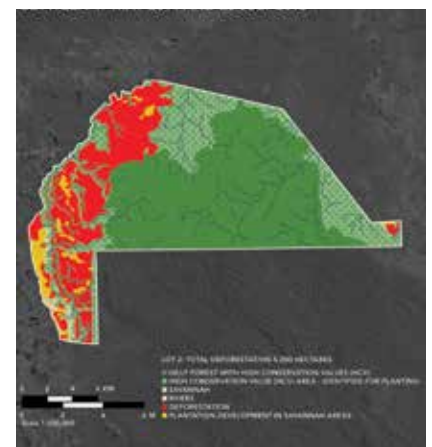
Lot 1 Après



Lot 2 Avant



Lot 2 Après



une durée de 16 ans, et d'exemptions de taxes d'importation sur les machines, les intrants, le gaz, le pétrole et les fertilisants. D'après les autorités et les représentants d'Olam au Gabon, GRAINE, la seconde joint-venture d'Olam avec le gouvernement du Gabon est un programme visant à inciter 30 000 fermiers gabonais à cultiver des palmiers sur une surface de 200 000 hectares en tant que « petits exploitants », pour revendre ensuite l'huile à Olam.

Cet accord avec le Gabon a immédiatement essuyé un déluge de critiques. L'association caritative Rainforest Foundation UK a enquêté sur la transaction, et repéré de nombreuses forêts primaires sur les concessions d'Olam qui constituaient l'habitat d'espèces menacées comme les chimpanzés, les éléphants de forêt, les gorilles, les mandrills et les lamantins d'Afrique de l'Ouest. Elle a également découvert que l'on n'avait pas entièrement respecté auprès des communautés autochtones le droit au Consentement libre, préalable et éclairé (CLIP) concernant le développement agricole sur leurs terres, et qu'étaient présents sur les territoires attribués des sites culturellement importants pour les communautés autochtones.

En réponse, Olam a pris des mesures positives, s'engageant à protéger les zones de forêts à haute valeur de conservation (HCV - High Conservation Value) et à restituer au gouvernement 63 780 hectares de terrain considérés comme « inadéquats ». La société a également mis de côté d'autres zones, car ces dernières possédaient une telle valeur sociale et environnementale qu'elle n'auraient jamais dû être cédées par le gouvernement. Mais malgré ces pas en avant, de graves problèmes subsistent avec les opérations gabonaises d'Olam dans le secteur de l'huile de palme.

Mighty a analysé des cartes satellite identifiant les opérations d'Olam au Gabon (ceci est exposé en détail dans le [rapport technique intégral](#)). En se fondant sur l'analyse de ces données satellite, on peut estimer qu'Olam a déboisé depuis 2012 environ 20 000 hectares de forêts dans ses concessions gabonaises à Awala et Mouila. Comme les photos publiées ici en rendent compte, Olam a très rapidement déboisé des forêts de grande qualité. Des enquêteurs sur place ont vu et filmé des bulldozers abattant de grands arbres et sur une vaste échelle. (Ces vidéos peuvent être visionnées [ici](#).)

La politique d'Olam pour une huile de palme durable autorise en fait une certaine forme de déforestation :

« Certaines zones de forêts exploitées, dégradées ou secondaires, où la faune a été épuisée ou éliminée par une pratique intensive de la chasse et avec des stocks de carbone inférieurs à la moyenne, peuvent convenir à la conversion agricole. La pertinence agricole de ces zones et de leurs paysages respectifs doit être soigneusement évaluée, et toute décision sur la conversion agricole nécessite également de se conformer au plan d'aménagement du territoire mis en place, et à l'objectif national de réduction de 50 % des émissions de gaz à effet de serre. »

Au premier abord, cette déclaration peut sembler raisonnable, mais elle rejette en fait de manière implicite et dangereuse les préceptes fondamentaux de la conservation mondiale et la propre approche de la conservation des industriels de l'huile de palme. Les organismes de conservation mondiale ont pour priorité de protéger les derniers grands paysages forestiers intacts, un point c'est tout, ces territoires sauvages

Le Gabon est une véritable arche de Noé pour la biodiversité. Les forêts recouvrent plus de 80 % de son territoire et certaines d'entre elles ont plus de deux millions d'années. Ces forêts accueillent près de 700 sortes d'oiseaux exotiques, 320 espèces d'orchidées et abritent un nombre impressionnant d'animaux emblématiques de la faune africaine comme les gorilles, les chimpanzés, les éléphants de forêt et les mandrills.





où les gorilles, les chimpanzés, les bonobos, et les éléphants de forêt peuvent trouver refuge face à l'avancée rampante de l'agriculture industrielle mondialisée. La forêt tropicale du Congo est la deuxième forêt tropicale au monde après l'Amazonie. Le Bassin du Congo détiendrait dans ses seules forêts près de 50 milliards de tonnes de carbone.

Ces grandes forêts devraient être le dernier endroit de prospection pour des multinationales souhaitant développer une agriculture de plantation. Ce qui est arrivé à Sumatra et dans la région malaisienne de Bornéo nous rappelle l'importance des enjeux : il y a quelques décennies encore, ces endroits étaient presque entièrement recouverts de forêts, un paradis pour les orangs-outans, les rhinocéros, les éléphants et les oiseaux exotiques. En moins de deux générations, ce paradis a été très sérieusement dégradé. Aujourd'hui, seuls 20 à 30 % seulement de la couverture forestière existent encore.

Olam a tenté de justifier sa déforestation et son développement agricole sur des habitats potentiels de grands singes en faisant valoir que ces actions étaient menées en faveur du développement économique du Gabon :

« Exclure tous les habitats potentiels des singes des projets de développement interdirait en réalité toute forme d'expansion agricole, ce qui est incompatible avec les objectifs du plan stratégique du gouvernement « Gabon Emergent » ; qualifier un habitat de HCV sur la

seule base de la présence de singes – plutôt que d'une population ou d'une concentration significative – aurait un effet comparable, et empêcherait toute entreprise responsable d'investir au Gabon, en ouvrant éventuellement la porte à des développeurs moins scrupuleux. »

Mais cet argument cadre difficilement avec une autre phénomène mis en évidence par notre équipe (et dont la rumeur s'était déjà largement répandue): Olam a fait venir dans les forêts du Gabon des travailleurs d'Asie du Sud-Est.

En plus du défrichement de ses propres terres, il n'est pas exclu qu'Olam soustrait la déforestation à des fermiers gabonais en les incitant financièrement à abattre des forêts et planter des palmiers en tant que «petit exploitants» de sa seconde joint-venture avec le gouvernement du Gabon, GRAINE. Ce programme a pour objectif de couvrir d'ici 2020, une superficie de 200 000 hectares de terrain par 30 000 participants de 1 600 villages. Les plantations du programme GRAINE sont censées se conformer à la politique d'huile de palme durable d'Olam, avec des parcelles sujettes à un audit environnemental et social préalable validé par le gouvernement du Gabon. Mais cette politique ne garantit en rien la protection des forêts, car le gouvernement a trop souvent alloué des habitats d'espèces menacées pour le développement agricole du pays.

Au lieu de cibler les forêts, le

développement agricole devrait plutôt se concentrer sur les 125 millions d'hectares de terres dégradées disponibles sur l'ensemble de la zone tropicale, dont 48 millions d'hectares en Afrique, où il est possible d'accroître les étendues agricoles sans menacer les forêts.

Cela ne signifie pas que les pays à couvert forestier dense, comme le Gabon, doivent être écartés du développement. Au contraire, des donateurs du monde entier mettent à disposition des sommes importantes afin de favoriser le développement de ces pays. Le Gouvernement de Norvège a par exemple signé des accords avec la Guyane, le Brésil, le Libéria, la République démocratique du Congo et l'Indonésie. Il finance jusqu'à un milliard de dollars, en fonction de la taille des pays, des programmes luttant contre la déforestation. Dans ces pays « à couvert forestier dense », ces fonds peuvent être utilisés pour atteindre les objectifs nationaux de développement sans détruire les ressources naturelles nationales. En fait, le Gabon est très bien placé pour jouer un rôle de premier plan en matière de conservation en Afrique, même sans subventions internationales. Le pays a longtemps compté sur ses gisements pétroliers, qui lui ont apporté des liquidités bien plus importantes en comparaison d'autres pays. Avec ces sommes le pays pourrait investir dans un modèle de développement bénéficiant à l'ensemble de ses habitants, comme l'écotourisme axé sur la faune, ou l'agroforesterie diversifiée qui subvient aux besoins des communautés locales.

En continuant ainsi à déboiser les forêts tropicales, des sociétés sans scrupules violent leurs engagements envers leur clientèle, et bien souvent les politiques gouvernementales. Ils agissent ainsi car ils peuvent encore trouver des négociants avec des « boîtes noires » qui achèteront leurs produits sans trop poser de questions, et qui une fois écoulés sur les marchés mondiaux, finiront dans la composition de produits de consommation lucratifs comme les frites de Burger King ou les cosmétiques d'Estée Lauder.

Singapour: Victime et Responsable à Son Insu

Temasek est un fonds d'investissement placé sous contrôle de l'Etat d'un montant de 242 milliards de dollars singapouriens (soit environ 159 milliards d'euros), que l'on qualifie généralement de fonds souverain de Singapour, bien qu'on lui préfère parfois l'appellation de holding publique. En effet, Temasek qui investit dans la société Olam depuis 2004, est devenue en 2014 actionnaire majoritaire de ce géant tentaculaire de l'agrobusiness, et grand acheteur d'huile de palme indonésienne. Olam est le premier fournisseur mondial de fèves de cacao et le second fournisseur mondial de café, de coton et de riz. La société détient également les plus vastes concessions d'exploitation forestière des régions tropicales certifiées selon les normes du Conseil pour la bonne gestion des forêts (FSC - Forest Stewardship Council). Ironie du sort, les citoyens de Singapour ont financé à leur insu, par le biais des investissements de Temasek dans Olam, ce qui est probablement une des plus importantes zones d'ombre du marché de l'huile de palme non durable, alimentant ainsi le « haze » qui pèse lourdement sur la santé publique et

l'économie de Singapour.

Pour la seule année 2015, plus de deux millions d'hectares de forêts et de tourbières indonésiennes sont partis en fumée ; la majeure partie a fait l'objet d'incendies de défrichage laissant la place à des plantations destinées aux industries de l'huile de palme et du papier. Pendant des mois, le « haze » provenant des sites incendiés d'Indonésie, s'est répandu sur le continent sud-est asiatique, mais également jusqu'en Thaïlande et aux Philippines. Des recherches publiées récemment par les universités de Columbia et Harvard ont démontré que l'excès de pollution atmosphérique provoqué par ces feux aurait tué pour la seule année 2015 plus de 100 000 personnes dans toute l'Asie du Sud-Est. Pendant 38 jours d'affilée sur 56, la pollution issue de ces incendies d'origine anthropique a dépassé celle générée par toute l'industrie des Etats-Unis. Les conséquences économiques ont également été très lourdes : selon la Banque mondiale, le « haze » aurait coûté à l'Indonésie plus de 16 milliards de dollars.

Quelques clients d'Olam














À Singapour, le « haze » a déclenché une vague de préoccupation citoyenne. Des écoles ont été fermées, des vols annulés, des dizaines de milliers de personnes ont eu recours à une assistance médicale. On estime également que cette brume aurait provoqué 2 200 décès prématurés à Singapour. Le gouvernement singapourien a annoncé une série de mesures pour contrer ce phénomène et adopté la loi sur les brumes polluantes transfrontalières (Transboundary Haze Law). Cette loi lui confère le pouvoir de poursuivre au civil et au pénal les sociétés ayant mené des actions de déforestation et provoqué des incendies de forêts en Indonésie ou en Malaisie qui auraient alimenté le « haze » à Singapour.

Comme le gouvernement, le secteur privé est également passé à l'action. Les géants de l'huile de palme établis à Singapour comme Wilmar, Golden Agri-Resources (GAR) et Musim Mas ont rejoint d'autres négociants et promis de ne pas acheter d'huile de palme issue de producteurs prenant part à la déforestation, à l'abattage d'espèces menacées comme les orangs-outans et les gibbons, ou à l'exploitation des populations locales ; et en publiant les noms de leurs fournisseurs. Les mesures prises par le gouvernement et le secteur privé semblent changer les choses. Dans bien des cas, les fournisseurs d'huile de palme ont assaini leurs pratiques et investissent désormais dans le

développement de terres dégradées plutôt que dans celui des forêts ou des tourbières.

Mais il existe encore de nombreuses sociétés sans scrupules qui tentent par tous les moyens de maintenir leurs bonnes – ou plutôt mauvaises – vieilles habitudes. Le déboisement et les incendies de vastes territoires forestiers, l'expropriation des terres des communautés autochtones et l'anéantissement de l'habitat naturel de la faune sont des faits qui se produisent encore. Par exemple, Mighty a pu démontrer que le conglomérat Coréano-indonésien Korindo a détruit depuis 2013 plus de 30 000 hectares de forêt



dans la province indonésienne de Papouasie. Le géant de l'huile de palme First Resources a mené quant à lui, par l'intermédiaire d'un fournisseur affilié, des actions de déboisement dans le Cœur de Bornéo, un des derniers endroits où vivent encore des populations d'orangs-

outans en bonne santé. En continuant ainsi à déboiser les forêts tropicales, ces sociétés sans scrupules violent leurs engagements envers leur clientèle, et bien souvent les politiques gouvernementales. Ils agissent ainsi car ils peuvent encore trouver des négociants avec des « boîtes

noires » qui achèteront leurs produits sans trop poser de questions, et qui une fois écoulés sur les marchés mondiaux, finiront dans la composition de produits de consommation lucratifs comme les frites de Burger King ou les cosmétiques d'Estée Lauder.

Les Normes Peu Contraignantes d'Olam en Matière de Conservation Forestière

De plus, les normes d'Olam en matière de conservation forestière sont considérablement inférieures à celles en vigueur dans l'ensemble du secteur. La politique de développement durable d'Olam s'engage à protéger les forêts et écosystèmes HCV, les forêts à haut stock de carbone (HCS, High Carbon Stock), et les tourbières, et d'améliorer les moyens de subsistance des communautés autochtones. Mais à y regarder de plus près, ces engagements sont bien moins pertinents que ne l'affirme la société. Olam souhaite avoir le beurre et l'argent du beurre, dès lors qu'il est question de conservation forestière. Elle cherche à gagner en réputation en promettant une « déforestation zéro », mais ne souhaite pas renoncer au déboisement. Les subtilités de sa politique de développement durable laissent la porte grande ouverte à la déforestation de territoires « de forêts exploitées de faible densité » tant qu'ils ne comportent pas de zones HCV. Agir de la sorte enfreint les normes de protection des forêts HCS définies par le secteur. Plutôt que d'appliquer la définition stricte de « déforestation zéro », utilisée par les plus grands négociants d'huile de palme et les compagnies papetières, Olam fait valoir que la définition des forêts nécessitant une protection devrait être « contextuelle ». En réalité, il n'existe aucune manière viable de détruire une forêt tropicale.

Pendant les deux années qui ont précédé la publication de ce rapport, l'équipe de Mighty a organisé de nombreuses réunions avec le personnel d'Olam, y compris avec son directeur général Sunny Verghese. Au cours de ces réunions et par le biais de communications écrites, nous avons invité instamment, et de manière répétée, Olam à rejoindre le reste du secteur en adoptant une politique ferme en matière de conservation forestière et de protection des droits humains. Alors que la date de publication approchait, Olam a changé quelque peu sa politique. Tout d'abord, la société a déclaré vouloir appliquer à ses fournisseurs tiers sa politique en matière de développement durable, et pas seulement sur ses propres plantations.

À première vue, il s'agissait d'un important pas en avant, mais encore une fois Olam a usé de subtilités afin de pouvoir poursuivre ses agissements. L'entreprise a décidé de retarder la mise en œuvre de sa politique à ses fournisseurs – qui, nous le rappelons, représentent plus de 99 % du volume d'huile de palme – à 2020. Repousser ainsi cette date équivaut à agiter un drapeau vert aux producteurs d'huile de palme sans scrupules pour les inciter à déboiser le plus possible maintenant, avant que la politique de développement durable n'entre en vigueur. Cela dit, la

société a pu démontrer par le passé qu'elle peut aller vite quand elle le souhaite. Après tout, en tant que courtier en matières premières, la rapidité est un des facteurs de profit.

Et en réponse à d'autres pressions exercées à son encontre, Olam a instauré une politique « incendie zéro » pour l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement, prenant effet immédiatement. Même s'il est impossible de vérifier la bonne foi d'Olam en raison de son opacité, c'était au moins sur le papier, un pas dans la bonne direction.

Cela dit, bannir les incendies ne dévie en rien les bulldozers responsables de la majorité de la déforestation. Un bulldozer qui fauche une forêt tropicale pourra obtenir le label vert d'Olam jusqu'en 2020. En tout état de cause, bannir les seuls incendies n'a probablement pas l'incidence escomptée sur la réduction des feux, car faucher des forêts au bulldozer, et plus encore drainer et déboiser les marécages tourbeux, rendent les écosystèmes très vulnérables au feu. Les entailles laissées un peu partout au sol, et l'assèchement des paysages les fragilise. C'est pourquoi un grand nombre des territoires victimes d'un incendie en Indonésie en 2015 avaient déjà été déboisés au bulldozer ou drainés.



Comment l'Huile de Palme Menace les Grands Singes

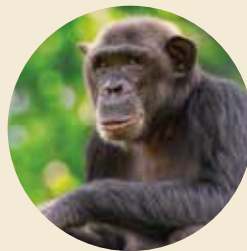
La déforestation liée à l'exploitation de matières premières comme le bois, le caoutchouc et l'huile de palme, a été particulièrement néfaste pour nos plus proches parents du royaume animal, nos amis les grands singes : les chimpanzés, les gorilles, les bonobos et les orangs-outans. À l'instar de leurs cousins les gibbons, ces espèces d'une grande intelligence dépendent des forêts tropicales pour leur habitat et leur subsistance. En effet, tous les grands singes construisent chaque soir des nids en haut des arbres afin d'y dormir. Il est possible aujourd'hui d'accroître l'agriculture commerciale sans menacer les grands singes et les gibbons, mais cela nécessite d'en canaliser le développement sur des terres dégradées.

En Afrique, la conversion des forêts en terres agricoles constitue une menace majeure pour les grands singes. Des chercheurs ont mis en évidence que 58,7 % des terres affectées à la plantation de palmiers chevauchait l'habitat des grands singes. Mais bien que les populations de chimpanzés, de bonobos et de gorilles ont considérablement régressé en raison du braconnage, de la maladie, et de la diminution de leur habitat, les forêts du Gabon, restées pour la plupart intactes, demeurent un refuge. Mais un accroissement de la déforestation liée à l'exploitation de l'huile de palme et d'autres matières premières pourrait mettre ce sanctuaire en péril.

Orangutan: iStock/KatePhotography
Chimpanzee: kjorgen
Gorilla: © Anonymous

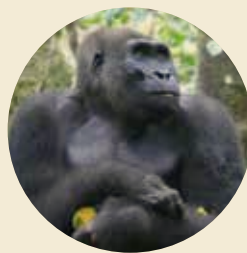


de palmiers qui ont remplacé leur ancien habitat. Parce que les mères défendent farouchement leurs petits, il arrive que ces ouvriers les abattent et vendent leurs petits sur le marché aux animaux, en violation de la loi indonésienne. Des bénévoles dévoués travaillant pour des organisations comme International Animal Rescue et The Sumatran Orangutan Society tentent d'en sauver le plus possible, et conduisent ces orphelins dans des dispensaires où ils tentent de leur enseigner, à la place de leurs mères, comment retourner en forêt et y survivre. Il ne resterait plus que 14 600 orangs-outans de Sumatra en liberté.



jusqu'à quatre ans ou plus. Mais leurs cousins les humains ont drastiquement réduit leur nombre. Si la population mondiale de chimpanzés s'élevait probablement à un ou deux millions au début du XXe siècle, ils seraient aujourd'hui moins de 300 000. Le Gabon constitue un habitat important pour les chimpanzés ; il y aurait 64 000 chimpanzés, tandis que la population mondiale du chimpanzé central est aujourd'hui estimée à 70 000 - 116 000 individus environ. Les quatre sous-espèces de chimpanzés figurent toutes sur la liste des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature. La population des chimpanzés décline principalement en raison du braconnage, des maladies, et de l'exploitation forestière mécanisée.

Les Gorilles Les gorilles – les plus grands des primates – sont extrêmement intelligents. Ils utilisent des outils, usent d'une gamme complexe de cris pour communiquer, et sont même capables d'apprendre le langage gestuel élémentaire humain. Une gorille femelle née en captivité, la célèbre Koko, a appris le langage des signes dont elle maîtrise près de 1 000 signes. Elle comprend aussi près de 2 000 mots d'anglais. Les gorilles de l'Ouest peuvent vivre jusqu'à 30 ou 40 ans dans la nature, dans des groupes familiaux stables de 22 individus. Les familles comportent en général plusieurs femelles et un gorille mâle à dos argenté. Les gorilles se nourrissent de fruits, de végétaux et d'insectes. Comme les autres grands singes, ils dorment dans



des nids qu'ils ont construit. Chaque gorille possède une empreinte nasale spécifique, un peu comme les empreintes digitales des humains. En Afrique centrale, les gorilles ont perdu entre un tiers et la moitié de leur habitat au cours des deux dernières décennies. On estime à 35 000 le nombre de gorilles de l'Ouest présents au Gabon, ce qui représente un pourcentage important de la population globale qui compte entre 140 000 et 160 000 individus. Ils sont également classés comme en danger critique d'extinction.

Des Promesses Non Tenues au Conseil — pour la Bonne Gestion des Forêts

En plus de ses activités dans le secteur de l'huile de palme, Olam détient également les plus vastes concessions d'exploitation forestières des tropiques certifiées par les normes du Conseil pour la bonne gestion des forêts (FSC). Ce conseil reçoit le soutien des plus grandes organisations en faveur de la conservation. La certification FSC garantit un profit substantiel sur les produits forestiers vendus avec ce label. En 2011, Olam a acquis l'exploitation de la Congolaise Industrielle des Bois (CIB) au Congo Brazzaville, qui est certifiée FSC. Par conséquent, il a été demandé à Olam de s'engager formellement, à l'échelle du Groupe, à ne pas être impliqué directement ou indirectement dans des « activités forestières inacceptables » ou qu'elles soient au monde. Comme il est spécifié dans la politique du FSC, si Olam veut conserver sa certification au Congo

Brazzaville, toutes ses opérations d'Olam, dans le monde entier, doivent adhérer aux critères minimums du FSC. Une des clauses de la politique du FSC stipule que le déboisement ne peut excéder 10 000 hectares sur une période de cinq ans.

Le défrichage d'environ 20 000 hectares de forêts rien que sur quatre concessions au Gabon, indique clairement qu'Olam a largement dépassé le seuil des 10 000 hectares imposé par le FSC. La prise en compte des autres concessions au Gabon et ailleurs dans le monde, laisse penser que la totalité des surfaces défrichées est en réalité bien plus élevée.

Mighty dépose donc une plainte contre Olam en raison ses violations, à travers la procédure de plainte du Conseil pour la bonne gestion des forêts.

Boite Noir, Green Wash

La société Olam a montré qu'elle était capable de changer lorsque ses agissements avaient été mis en lumière et avaient essuyé des critiques de la part de la société civile. Elle a par exemple renoncé à déboiser au Gabon certaines zones à haute importance écologique, des forêts primaires intactes et des zones humides reconnues par le RAMSAR constituant l'habitat de lamantins. Elle a également adopté une politique « incendie zéro » pour l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement.

Mais elle a poursuivi en parallèle ses actions de déforestation, a contribué à saboter les efforts internationaux visant à protéger les grands paysages forestiers, et est restée à la traîne lorsqu'il a fallu mettre en œuvre une politique de

conservation crédible à effet immédiat.

Olam est peut-être à la traîne en matière de durabilité, mais l'entreprise est sans conteste un des acteurs majeurs du secteur dès lors qu'il s'agit de rhétorique en la matière. L'entreprise est toujours la première à sponsoriser des conférences sur le développement durable, des colloques et des rencontres au sommet. Le directeur général d'Olam, Sunny Verghese, voyage sans cesse à travers le monde pour prononcer des panégyriques sur Mère nature devant un parterre d'élites internationales.

« Un des sens du mot Olam est 'durable' ou 'éternel' (en hébreu), dit Sunny. Je suis convaincu que la seule manière d'inscrire une entreprise dans la durée



Captures d'écran d'une vidéo obtenue pendant une enquête infiltrée sur la déforestation d'Olam

© Brainforest, October 2016



est de placer la durabilité au cœur de nos préoccupations. Cette pensée se reflète dans 'La Croissance responsable' (Growing Responsibly), notre vocation première, qui nous guide sur la route d'une croissance profitable, à la fois éthique, socialement responsable et écologiquement durable. »

Au débat thématique de haut niveau qui s'est tenu au Nations unies à New York sur les objectifs de développement dura-

ble, Verghese a déclaré : « La durabilité est la colonne vertébrale d'une entreprise solide... Si après avoir travaillé sans relâche et fourni tous ces efforts, nous ne laissons pas un monde meilleur à nos enfants, quel est le sens de tout cela ? » En effet, Verghese a été le moteur principal de la Global Agricultural Alliance. Ce nouveau forum rassemblant 36 directeurs généraux de firmes d'agrobusiness, s'est donné pour but d'atteindre les objectifs de développement durable des Nations unies.

Mais pendant ce temps, les bulldozers de Verghese rasant les forêts tropicales du Gabon, et ses négociants achètent presque clandestinement de l'huile de palme à des fournisseurs anonymes. Le moment est venu pour Olam d'agir en adéquation avec sa rhétorique écologique en prenant des mesures significatives et en mettant un terme à ses actions de déforestation, pour l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement et dans le monde entier.

Changer Olam, Changer le Monde

Les gouvernements d'Asie du Sud-Est et les leaders du secteur de l'huile de palme travaillent ensemble pour dessiner les contours d'un futur plus durable. De nouvelles politiques, de nouvelles ressources et de nouvelles équipes commencent à faire la différence. Ces acteurs ont encore bien du pain sur la planche avant que les forêts du monde et leur faune soient réellement protégées – et avant que la réputation

de leur secteur soit blanchie. Leur plus grand défi à relever est de diminuer drastiquement le nombre trop important de fournisseurs qui essaient encore de travailler à l'ancienne – en ayant recours à une déforestation massive, entraînant le massacre de la faune et le déplacement des communautés indigènes. Ces derniers pensent s'en tirer car il existe des négociants comme Olam qui achètent leurs produits en secret.

Mais Olam peut changer. D'ailleurs, des pressions l'ont fait changer par le passé. Et cet exemple pourrait contribuer à consolider les progrès en matière de développement durable déjà réalisés par le monde industriel. Plusieurs mesures peuvent faire cesser les déforestations commises par Olam et établir un précédent pour l'ensemble du secteur. ►

Ci-dessous: PDG d'Olam Sunny Verghese.

En bas: Vue ascendante de la couronne d'un arbre Moabi au Gabon.



Munshi Ahmed/Bloomberg via Getty Images

© Greenpeace 2003 / Filip Verbeelen

- 1 Le Gouvernement de Singapour doit s'assurer que Temasek s'acquitte de sa mission qui est de « générer des rendements durables pour les générations futures » en tant qu' « entreprise citoyenne et responsable » et que ce fonds respecte ses promesses de tenir compte des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, en insistant pour qu'Olam relève ses pratiques au moins au niveau du reste du secteur. Cela signifie que la société doit se conformer aux normes du secteur pour protéger les forêts à haut stock de carbone (HCS), tant pour ses opérations commerciales que pour ses plantations, au Gabon et partout ailleurs.
- 2 Temasek doit s'assurer qu'Olam rejoigne la révolution de transparence dans laquelle le secteur de l'huile de palme et la plupart de l'agro-business mondial se sont engagés. La société doit également adopter les pratiques des autres acteurs importants du secteur en publiant l'identité de ses fournisseurs, la localisation des moulins et des plantations, et en partageant les cartes des concessions de ses fournisseurs sur la plateforme Global Forest Watch.
- 3 Les investisseurs minoritaires comme Mitsubishi, la Société financière internationale (IFC), le fonds souverain de la Norvège, mais également BlackRock, Hartford, Prudential, Vanguard, Fidelity et autres investisseurs institutionnels, doivent exiger la même chose, ou se désinvestir immédiatement.
- 4 Les clients d'Olam – les plus grandes entreprises agroalimentaires – doivent se réveiller et prendre conscience que le panégyrique d'Olam sur l'environnement dissimule une société qui arrive loin derrière certains de ses concurrents plus discrets. Si Olam ne change pas immédiatement d'attitude – et s'engage à restaurer les forêts et les habitats pour la faune et la flore qu'elle a détruits – ils doivent se tourner vers le large éventail de sociétés qui obéissent à des normes plus strictes et adoptent de meilleures pratiques pour s'approvisionner en matières premières. Ils ne doivent pas seulement appliquer cette politique pour l'huile de palme, mais pour l'ensemble des activités d'Olam : fèves de cacao, café, noix de cajou, riz, et tous les produits présents dans son portefeuille.
- 5 Tous les clients du secteur de l'huile de palme, que ce soient les entreprises de produits de consommation et les grands négociants comme Olam, doivent immédiatement mettre en œuvre un système global de surveillance de la déforestation et de maintien de l'ordre, en prenant pour modèle le moratoire très efficace du Brésil sur la déforestation liée à la culture du soja.
- 6 Vu qu'Olam viole d'une manière évidente ses critères, le Conseil pour la bonne gestion des forêts (FSC) doit mener une enquête sur Olam. Si elle confirme notre recherche, le FSC devrait suspendre ou révoquer les certifications FSC d'Olam pour l'ensemble des activités du Groupe.
- 7 Olam doit adopter une politique globale « déforestation zéro, tourbière zéro, et exploitation zéro » s'appliquant à tous ses produits, adhérer à la méthode HCSA, et faire entrer immédiatement en vigueur ses politiques sur l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement. Olam doit également mettre en œuvre un plan d'action assorti de délais et rendre compte régulièrement de ses progrès.
- 8 Olam doit fournir des fonds suffisants pour la restauration écologique d'une zone dix fois plus grande que ce que la société a détruite au Gabon, et appliquer le même principe de restauration ailleurs. Parce que des siècles, voire des millénaires, de carbone et de biodiversité ont été perdus dans la destruction des forêts, une surface au moins dix fois supérieure à la zone endommagée est nécessaire pour mener à bien la restauration écologique et compenser la perte.
- 9 Olam doit rencontrer les communautés indigènes et autochtones qui ont souffert de l'impact de ses opérations, s'accorder avec elles sur un plan de mesures d'atténuation et le mettre en œuvre. Elle doit entamer une procédure publique de règlement des griefs.
- 10 Olam doit immédiatement annoncer un moratoire sur toutes les actions de déboisement tant que les points 1 à 9 n'auront pas été mis en œuvre.

Après la publication de ce rapport, nous lancerons une campagne mondiale afin de convaincre Olam, ses propriétaires, et ses clients qu'Olam doit éradiquer cette boîte noire, devenir un membre responsable de la communauté agricole mondiale, et réparer les dommages causés. Les forêts, les habitants de Singapour, de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique ne sauraient attendre plus longtemps.

Notes

- 1 Olam, “RSPO Annual Communications of Progress 2015,” 2015. <http://www.rspo.org/file/acop2015/submissions/olam%20international%20limited-ACOP2015.pdf>
- 2 NASA, “Mapping a greener future” by Vaila Finch. 2011. carbon.jpl.nasa.gov/32-35_GABON21.ENGLISH.carbonmap.v3.pdf
- 3 Mapping and monitoring deforestation and forest degradation in Sumatra (Indonesia) using Landsat time series data sets from 1990 to 2010 Belinda Arunarwati Margono^{1,2}, Svetlana Turubanova³, Ilona Zhuravleva⁴, Peter Potapov³, Alexandra Tyukavina³, Alessandro Baccini⁵, Scott Goetz⁵ and Matthew C Hansen³ Published 19 July 2012 • 2012 IOP Publishing Ltd Environmental Research Letters, Volume 7, Number 3 iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/7/3/034010
- 4 Jane E. Bryan, Philip L. Shearman, Gregory P. Asner, David E. Knapp, Geraldine Aoro, Barbara Lokes (2013). Extreme Differences in Forest Degradation in Borneo: Comparing Practices in Sarawak, Sabah, and Brunei. PLoS ONE 8(7): e69679. doi:10.1371/journal.pone.0069679
- 5 Background Paper for State of the Apes: Industrial Agriculture and Ape Conservation. Cambridge University Press (2015). Industrial Agriculture and Apes: The Experience of Olam International in Gabon. Christopher Stewart, Olam International (Gabon)
- 6 Dinerstein, E., Baccini, A., Anderson, M., et al. (2014). Guiding agricultural expansion to spare tropical forests. Conservation Letters, 8, 262–71. DOI: 10.1111/conl.12149.
- 7 The High Carbon Stock Approach is adhered to by the world’s largest palm oil companies. For more information, visit www.highcarbonstock.org.



8 United Nations Environment Programme/Great Apes Survival Partnership, Palm Oil Paradox: Sustainable Solutions to Save the Great Apes, 2016

9 “The most recent population estimate for the Sumatran Orangutan is 14,613 individuals, in a total area of 17,797 km of forest (Wich et al. 2016). Excluding populations of fewer than 250 individuals (i.e., considering only populations that are potentially viable over the long term) leaves just 13,835 individuals. The vast majority (90.2%) occur in the Leuser Ecosystem, while other populations are found in the Sidiangkat, Pakpak and Batang Toru forests. The 2016 estimate is higher than the previous estimate of around 6,600 individuals remaining (Wich et al. 2008).” www.iucnredlist.org/details/39780/0

10 Arcus Foundation, State of the Apes 2015, Industrial Agriculture and Ape Conservation. <http://www.stateoftheapes.com/>

11 Oates et al., 2008a

12 (Arcus Foundation, State of the Apes 2015, Industrial Agriculture and Ape Conservation. <http://www.stateoftheapes.com/>)

13 <http://www.koko.org/>

14 Business Commission, “Olam CEO Sunny Verghese Joins the Business Commission.” 12 September 2016. <http://businesscommission.org/news/press-release-sunny-verghese-co-founder-group-ceo-of-olam-joins-the-business-sustainable-development-commission>

15 Youtube. “Sunny Verghese, Olam’s Co-Founder and CEO speaks at the UN’s High Level Thematic Debate on achieving the Sustainable Development Goals in New York.” Published on 25 April 2016. <https://www.youtube.com/watch?v=AQbXkZj7TpE&t=253s>





MIGHTY

www.mightyearth.org

Front cover: Olam palm oil plantation, Ngounié, Gabon, March 2014, © Anonymous
Back cover: Coucher de soleil derrière la forêt en silhouette dans la réserve forestière de Minkebe, Gabon, 2003,
© Markus Mauthe/Greenpeace

Merci à notre partenaire Brainforest pour toutes ses nombreuses contributions à ce rapport.